**Zeitschrift:** Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des

informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Band:** 60 (1972)

**Heft:** 10

Artikel: La votation du 3 décembre : accord avec le marché commun - sécurité

sociale : [1ère partie]

Autor: G.P.

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-273185

## Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

## **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

## Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF: 28.11.2025** 

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE MOUVEMENT FÉMINISTE - JOURNAL MENSUEL FONDÉ EN 1912 PAR ÉMILIE GOURD

## a votation du 3 décembre

Double scrutin fédéral, au dé-but de décembre, et qui porte sur des projets d'une importance considérable

Le souverain doit dire d'abord s'il approuve l'accord passé, en juillet dernier, avec la Commu-nauté économique européenne (C.E.E.) (C.E.E.) connue aussi sous le nom de « Marché commun ». En raison d'abord de sa neutra-

lité, mais aussi pour sauvegarder certains éléments essentiels de ses institutions — fédéralisme, démocratie directe — la Suisse ne peut songer à une adhésion pure et simple à la C.E.E. Une aspure et simiple à la C.-E. Oire association, telle qu'elle est prévue par le Traité de Rome, chartre fondamentale de ladite C.E.E., lui imposerait aussi des obligations difficilement conciliables, en tout cas pour l'instant, avec certaines rècles certaine surpripries de sa règles, certains principes de sa propre constitution. Toutefois, les autorités fédérales se rendent bien compte que notre pays ne peut rester en marge d'une évolu-tion irréversible qui tend à donner à l'Europe, et d'abord à cette Eua reurope, et a abord a cette eu-rope industrialisée à laquelle nous appartenons, les moyens lui per-mettant de poursuivre son déve-loppement économique d'abord face aux superpuissances. Pour épargner à la Suisse un isolement qui lui serait fatal, elles ont choisi la voie de l'accord commercial. Si les textes soumis aux Chambres, en octobre, et maintenant au peu-ple, sont volumineux et d'une lec-ture ardue en raison même de leur

ommaire

Page 2: Les livres d'enfants -Budget temps-ménage

Page 3: Les limites de la ville - Problèmes du travail

Page 4: Quinzaine culturelle de Moutier Page 5: La Protection civile en

Suisse romande

une personne

toujours bien conseillée:

Page 6: L'orthophoniste - paysanne peintre

technicité, l'objectif qui leur est assigné est relativement simple. Il s'agit d'éliminer, par étapes — on en prévoit cinq — les droits de douane et autres restrictions aux échanges de produits industriels entre la Suisse et les pays de la C.E.E. En d'autres termes, nous avons là un accord de libre échange, rien de plus, analogue à celui qui liait entre eux les Etats mem-bres de l'Association européenne bres de l'Association europeenne de libre échange, et dont l'application s'est révélée bienfaisante pour la Suisse, cela sans préjudice aucun pour nos structures politiques ni pour l'autonomie de notre commerce extérieur.

## POUR LA PLUPART, UNE CHANCE A SAISIR

UNE CHANCE A SAISIR

Les Chambres fédérales — le
Conseil national à un très forte
majorité, le Conseil des Etats à
l'unanimité — de même que les
quatre principaux partis politiques,
et avec eux, l'Alliance des Indépendants, le parti libéral, le parti
évangélique populaire, toutes les
grandes associations économiques
et professionnelles (Union syndiet professionnelles (Union syndi-cale, Union suisse des arts et mé-tiers, Union suisse des paysans, Associations patronales) recom-mandent au peuple d'approuver l'accord qui a toutefois pour ad-versaires d'un côté le parti suisse du travail, de l'autre l'Action na-tionale et le parti républicain. et professionnelles (Union syndi-

Si l'extrême-gauche fait opposi-tion, c'est qu'elle refuse de lier tion, c'est qu'elle reruse de lier tant soit peu la Suisse à une Eu-rope qu'elle juge purement mer-cantile, celle du capitalisme. Quant aux mouvements dits « na-tionaux », qui font de la lutte con-tre la « surpopulation étrangère » leur cheval de bataille, ils redou-tent qu'un tel accord n'accélère encore une expansion économique dont les inconvénients (gaspillage, pollution, immigration massive de main-d'œuvre) ne sont déjà que trop inquiétants, à leurs yeux.

En résumé, les deux thèses en présence pourraient tenir en ces affirmations :

« Ne mettons pas le doigt dans un engrenage dont on ne sait où

La cliente

pourrait nous mener », laissons pas passer une chance unique d'insérer notre économie dans un courant dont nous ne saurions rester à l'écart sans assumer alors les plus graves ris-

### LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'AVENIR

Autres objets du scrutin, le 3 décembre prochain: l'initiative du parti suisse du travail (en Suisse romande, le « parti ouvrier et po-pulaire», ou POP)» et le contre-projet de l'Assemblée fédérale.

lci, c'est le futur régime de la sécurité sociale qui est en jeu.

securite sociale qui est en jeu.

Jusqu'à présent, en vertu de
la loi de 1947, l'assurance vieillesse et survivants était considérée comme une « assurance de
base ». Cela signifie qu'elle n'était
pas, à elle seule, conçue de manière à garantir des ressources
suffisantes aux personnes ayant
cessé, pour raison d'âge ou d'invalidité, toute activité rémunéravalidité, toute activité rémunéra-trice. Elle devait être complétée soit par des prestations de caisses de prévoyance instituées dans le catse de prévoyance instituées dans le cadre de l'entreprise ou de la profession, soit par les revenus de l'épargne individuelle, soit par les deux à la fois. C'était là ce que l'on a appelé « le système des trois pilitres. trois piliers ».

Il est apparu toutefois que bon nombre de personnes âgées ne disposaient, une fois à la retraite, que d'un appoint extrémement modeste provenant de caisses de pension professionnelles ou de ce qu'elles avaient pu épargner. Nomqu'elles avaient pu épargner. Nom-breuses mêmes étaient celles qui ne recevaient que les prestations de l'AVS officielles. C'est pour-quoi, les autorités ont décidé, il y a quelques années déjà, de com-pléter des revenus notoirement insuffisants par des prestations spéciales (prestations complémen-taires) qui, ajoutées aux rentes officielles, assuraient tout juste le officielles, assuraient tout juste le minimum vital.

(Suite en page 4.

# Accepter ou combattre

Nous entendons parfois, dans le public, des réflexions de ce genre : Vous avez le droit de vote, qu'avez-vous encore à « bringuer » ? » ou « A quoi sert donc désormais votre association pour les droits de la femme ? » ou « Toujours à revendiquer au lieu de parler des devoirs des femmes et d'encourager une vie de sacrifice ! ».

Il nous fallait une fois répondre à ces réactions et nous avons saisi l'occasion de la lettre ci-dessous pour le faire.

Madame,
Nous pensons qu'il est nécessaire que la femme suisse s'intègre dans la société et qu'elle ne doit plus former des groupes séparés mais qu'elle a l'obligation de demander son adhésion dans des organisations qui travaillent pour un avenir commun. Il nous paraît inutile de publier un journal qui n'est lu que par des femmes alors qu'il est nécessaire de faire valoir nos droits auprès des hommes faisant les lois, pour ne pas dire la loi.

En tant que célibataires, nous devons trop lutter pour gagner notre vie dans une société basée avant tout sur le mariage et le principe de la femme protégée. Faire valoir nos droits équivaut à se faire traiter de «vieilles filles aigries et frustrées» et le seul devoir que nous ayons est de payer de lourds impôts, de nous taire et d'apporter notre contribution à l'économie en tant que maind'œuvre bon marché.

Nous souhaitons sincèrement que la génération montante pourra réaliser notre idéal, mais à force de déceptions nous n'avons plus quère le feu sacré.

G. et G. H.

Chères lectrices,

Chères lectrices,

Pour mieux vous répondre permettez-moi de commencer par la deuxième partie de votre lettre. Si vous pensez, avec raison et vous l'avez vécu, que la célibataire doit lutter afin d'obtenir un salaire égal pour un travail de même valeur; si vous pensez aussi que la célibataire doit lutter dans « notre société basée sur le mariage », pour être socialement considérée; si vous trouvez injuste que vous, travailleuse, devez payer de gros impôts sur votre salaire, alors qu'une femme mariée qui ne travaille pas n'en paie pas, sinon par l'entremise de son mari « protecteur »; si vous estimez cela injuste, alors adhérez à des associations téminnes, soutenez un journal féministe, engagez-vous dans des groupements politiques, syndicaux...; participez à cette lutte nécessaire que les minorités doivent mener pour être prises au sérieux.

C'est parce que la femme (célibataire, mariée, divorcée ou veuve) n'a pas

C'est parce que la temme (célibataire, mariée, divorcée ou veuve) n'a pas encore la place qu'elle devrait avoir dans notre société qu'il faut maintenir, déve-lopper, rajeunir, animer nos associations téminines.

Venons-en maintenant à la première partie de votre lettre : inutilité d'un jour-nal lu que par des femmes », « intégration de la femme suisse dans la société ».

i lu que par des ieninies », «integration de la feinine suisse dans la societe». Certaines de nos lois, notre code civil en particulier, date d'une époque triarcale, il faut les adapter à notre genre de vie, l'image idyllique de la imme au foyer est une image dépassée, de même la femme seule soi-disar-tisrée, toutes ces images ne cadrent plus avec l'époque actuelle. Si on définit bonheur par l'intégration sociale de l'individu dans les différents groupes



sociaux, la femme suisse n'est pas la plus heureuse des femmes; son intégra-tion sociale n'est pas encore très réussie. Vous-même, vous demandez dans votre lettre que la femme suisse s'intègre dans la société, donc, dites-vous, il faut supprimer les journaux féministes, les associations féminines.

faut supprimer les journaux féministes, les associations féminines.

Je pense que c'est justement le contraire. En agissant ainsi vous allez noyer la femme et non l'intégrer. Pour s'intégrer dans un groupe (car en fait qu'est-ce que la société, sinon un ensemble de groupes) il faut pouvoir y jouer un rôle, y avoir une place, se sentir utile, pouvoir établir des échanges. Or c'est là un des buts des associations féminines: taire prendre conscience aux temmes de ce qu'elles sont, de leurs droits et de leurs devoirs en tant que citoyennes, consommatrices, travailleuses, ménagères, mères de famille... Ce n'est pas les opposer aux hommes. Nous ne sommes pas le MLF. Heureusement!

On appelle en sociologie : «groupe de pression » un ensemble de personnes qui n'ont besoin ni de se connaître, ni d'habiter dans un même secteur géographique, ni d'appartenir à une même classe de revenu mais qui ont en commun certains intréféts à défendre et qui en ont conscience. Les paysans, les automobilistes, les salariés, les retraités, les jeunes, les Eglises... forment à certains moments de l'histoire des «groupes de pression».

Personnellement, je pense que les femmes aussi forment un groupe de pression. Plus elles seront organisées, plus elles auront pris conscience de la juste place qu'elles peuvent occuper dans la société pour mieux s'y épanouir, plus le groupe de pression qu'elles formeront aura du poids et fera avancer la condition féminine.

Notre journal cherche depuis 60 ans à être un instrument de cette prise de conscience, un moyen d'éducation permanente de la femme suisse.

Personnellement, je regrette qu'abonnées depuis quelques années, vous n'ayez pas été sensibles à notre effort. Pour terminer, je vous remercie encore de votre lettre qui m'a obligée de réfléchir à certains problèmes.

Recevez, Mesdemoiselles, etc

SOCIÉTÉ BANQUE SUISSE



Jacqueline Berenstein-Wavre, nte du comité de « Femmes Suisses ». Présidente